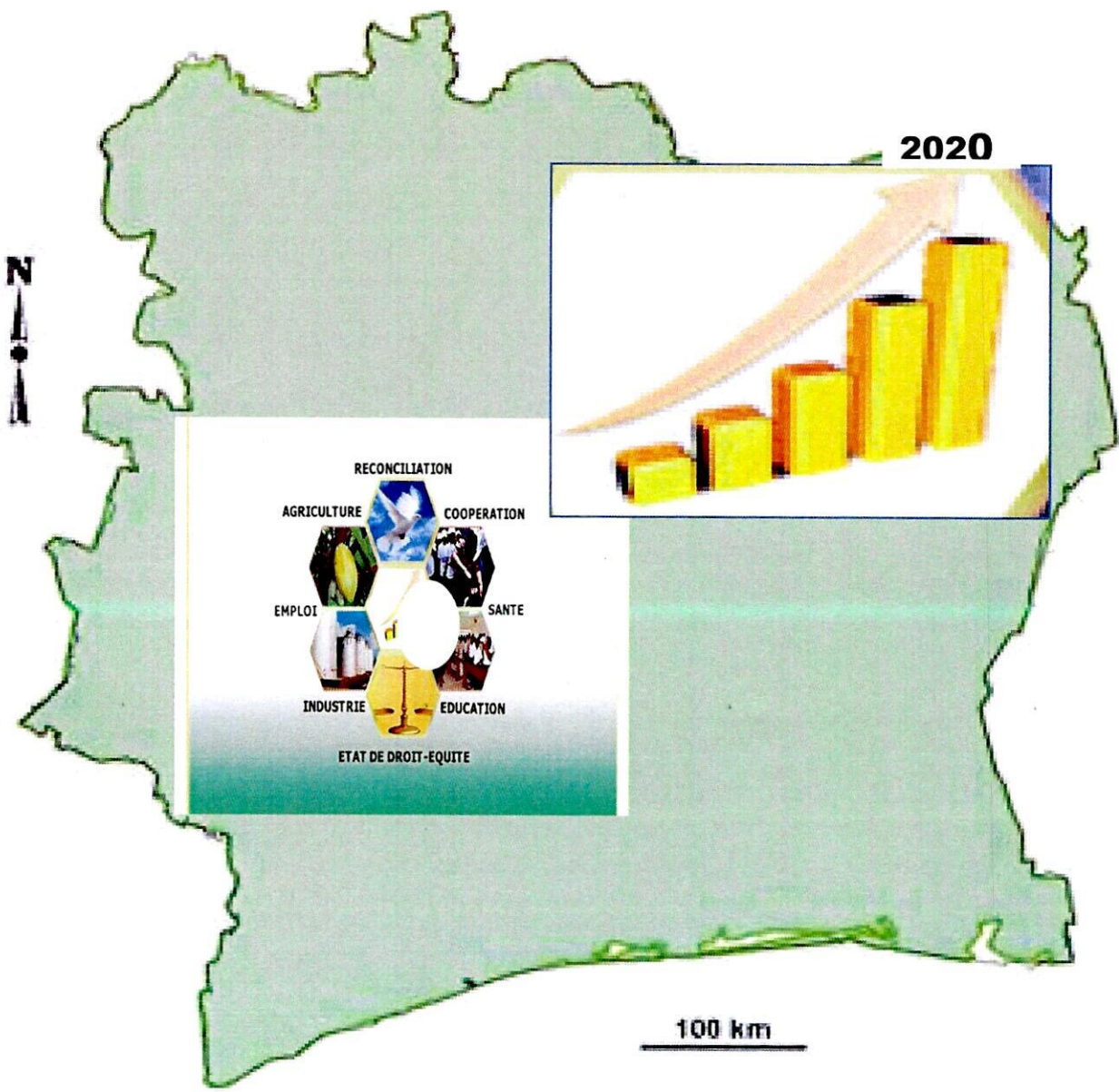


**FONDEMENTS EPISTEMOLOGIQUES DE
L'ECOLE IVOIRIENNE DE L'EMERGENCE :**
*« Du modèle ivoirien de développement du Pr. DIABATE Moustapha
aux dix recommandations de l'émergence de l'Afrique du président
Alassane OUATTARA »*
TOME1



Dr. DIABATE Ibrahima

Sommaire **TOME I**

Préface	I
Remerciements.....	II
INTRODUCTION.....	III

Chapitre I :

Un passé économique glorieux (le miracle ivoirien)

I.	<u>Le modèle ivoirien de développement.....</u>	P.7
	1. Contexte historique.....	P.7
	2. Trajectoire de la croissance économique.....	P.8
II.	<u>Les raisons de l'échec du modèle ivoirien de développement.....</u>	P.58
	1. Faiblesses du modèle ivoirien du développement.....	P.59
	2. Conséquences de l'échec du modèle ivoirien de développement : Les crises militaro-socio-politiques.....	P.97
III.	<u>De l'échec d'un modèle à la proposition d'un autre.....</u>	P.101
	1. Les gagnants et les perdants de la croissance économique.....	P.102
	2. Essai de caractérisation du modèle ivoirien de développement.....	P.106
	3. Vers un modèle d'harmonisation et d'ivoirisation de la croissance.....	P.119

Chapitre II

Les enjeux et défis de l'émergence économique

I.	<u>Problématique</u>	P.138
	1. Concept d'émergence.....	P.138
	2. L'Indicateur Synthétique de l'Emergence Economique.....	P.145
	3. Les facteurs de l'émergence	P.155
	4. Les résultats macro-économique.....	P.161
II.	<u>Evaluation de l'action publique</u>	P.196
	1. Présentation.....	P.197
	2. Les critères de l'évaluation.....	P.198
	3. Un processus amorcé.....	P.199
	4. Rester dans la dynamique.....	P.200
	5. Projet de création d'une Cellule Stratégique de Suivi-Evaluation du PND	P.201
III.	<u>Perspectives</u>	P.197
	1. La pauvreté encore importante.....	P.204
	2. Des investissements qui profitent aux multinationales.....	P.205
	3. Un stock de dette déjà constitué.....	P.208
	4. Risque de la spéculation sur la dette ivoirienne.....	P.210
	5. Engagement des acteurs politiques.....	P.215
	6. Agriculture : condition d'une industrialisation endogène... ..	P.220
	7. Commerce internationale : condition d'une émergence profitable.....	P.235

8. Système financier : condition d'une croissance durable et d'une inclusion sociale.....	P.248
9. Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes : repenser les politiques institutionnelles.....	P.262
10. Redynamiser l'administration publique.....	P.263
11. Recommandations.....	P.264

Chapitre III :

Une actualité économique reluisante

I. <u>Contexte économique</u>	P.284
1. Un environnement international de reprise économique.....	P.284
2. Un contexte socio-économique national favorable.....	P.288
II. <u>Ces chiffres qui ouvrent la voie à l'émergence</u>	P.289
1. Les principaux secteurs économiques.....	P.295
2. Les autres secteurs économiques.....	P.312
III. <u>Un leadership qui s'affirment</u>	P.321
1. Des mesures particulièrement attractives.....	P.321
2. Une agriculture indéboulonnable.....	P.322
3. Devenir un hub énergétique.....	P.325
4. Banques-assurances-TIC-un marché mature.....	P.330
5. Eviter d'être un géant au pied d'argile.....	P.331

IV.	<u>Les conditions de la croissance.....</u>	P.322
1.	Le Programme National de Développement (PND) (2012-2015)	P.335
2.	Le Programme National de Développement (PND) (2016-2020)	P.338
V.	<u>Vers un nouveau miracle ivoirien.....</u>	P.339
1.	Des résultats macro-économiques satisfaisants.....	P.340
2.	La création de richesses est accrues.....	P.344
3.	Les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée.....	P.346
4.	La transition démographique.....	P.385
5.	Des réformes structurelles sont nécessaires.....	P.387

CONCLUSION

LISTES DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

ANNEXES

BILIOGRAPHIE

Préface

Par
Mabri Albert Toikeusse,
Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du
Développement.

INTRODUCTION

Après son élection le 11 Avril 2011, à la tête de l'Etat de Côte d'Ivoire, le Docteur Alassane Ouattara, un Expert venu du Fond Monétaire International (FMI), rompu à la finance international donne de bonnes raisons de croire en un renouveau de l'essor de développement, qui pourra prendre l'allure d'une émergence. En effet, son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République de la Côte d'Ivoire, dans sa vision politique, préconise l'émergence économique à l'horizon 2020 pour son pays.

Quels sont les fondements épistémologiques et les conditions d'une telle initiative ? Comment parvenir à la reconstruction nécessitée par le concept d'émergence ?

Est-ce avec les mêmes instruments de développement ? Ou faut-il innover par l'exploitation d'autres fondements épistémologiques ou instruments, comme la « méthodologie indicamétrique », et le « développement capacitaire » ?

Pourquoi l'émergence est-elle nécessaire et quels sont les moyens opérationnels de sa réalisation ?

Pour répondre à toutes ces préoccupations, deux axes de réflexions seront privilégiés en deux tomes :

- ❖ Le premier tome retrace le passé économique glorieux de la Côte d'Ivoire « **le miracle ivoirien** », et présente l'actualité économique reluisante du pays de 2012 à 2015. D'où la nécessité d'une analyse des enjeux et défis de l'émergence économique à l'horizon 2020.
- ❖ Le deuxième tome traitera des conditions de réalisation de l'émergence économique de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020.

CHAPITRE I :

UN PASSE ECONOMIQUE GLORIEUX

I. Le modèle ivoirien de développement

1. Le contexte historique

Le cadre historique qui a influencé le choix du modèle ivoirien de développement est l'époque coloniale et la période de l'indépendance. Elles nous renseignent sur les évolutions des politiques économiques en Côte d'Ivoire.

2. La trajectoire de la croissance économique

Deux chiffres résument la mesure de l'ampleur du « miracle ivoirien » : de 1950 à 1960 le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de la Côte d'Ivoire, en prix constants, a été de l'ordre de 7 à 8% par an¹ ; de 1960 à 1965, de l'ordre de 11 à 12%². Il s'agit là de taux exceptionnellement élevés, non seulement en Afrique, mais dans le monde. Dans un continent qui, dans l'ensemble, est considéré comme « mal parti », la Côte d'Ivoire fait-elle exception ? Quels ont donc été les mécanismes du « miracle ivoirien » ? Les types de structures économiques et sociales auxquelles nous avons cherché à répondre par l'analyse de la croissance économique du « miracle ivoirien ».

L'accent a été mis sur les aspects les plus méconnus de cette expérience : l'évolution de la distribution sociale du revenu et les structures du financement.

¹ SAMIR AMIN (1976) : « le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire » pp.7 (préface). Edition de Minuit, 7, rue Bernard-Pallissy- 75006 Paris

² Op.cit

La reconstruction des faits est difficile, tant la qualité des statistiques est ici, comme partout en Afrique, laisse à désirer. Des démonstrations rigoureuses auraient exigé que nous infligions aux lecteurs d'innombrables développements techniques³.

Depuis son indépendance, la Côte d'Ivoire, connaît des phases très contrastées de croissance économique.

L'analyse des grandes tendances du dernier demi-siècle amène à distinguer deux grandes périodes, notamment : celle allant de 1960 à 1979 et celle de 1980 à mai 2011.

La deuxième période est marquée par deux épisodes importants qui sont respectivement liés à la dévaluation du FCFA en 1994 avec ses effets positifs sur l'économie jusqu'en 1998 d'une part et à la grande instabilité politique qui a perduré de 1999 à 2011.

L'Étude des grandes tendances de la vie de l'activité économique de la Côte d'Ivoire qui précède, montre que celle-ci, à un moment de son développement, a connu un boom économique qualifié de « miracle ivoirien ». Malheureusement, ce miracle s'est vite transformé en un mirage. Même si, cette explosion économique fut éphémère, il ne faut cependant pas occulter son impact positif sur le développement du pays qui a fait la fierté de la Côte d'Ivoire. C'est au terme de ces deux décennies (1960-1980) qu'à véritablement commencé le déclin économique avec de lourdes conséquences sur le développement de la Côte d'Ivoire, donnant ainsi lieu à une croissance exponentielle de l'endettement extérieur. Force est de constater que cette situation a perduré pendant plus de trente (30) ans. Et ce fut l'échec du modèle ivoirien de développement.

³ Tous lecteurs intéressés par la méthodologie utilisée peut se référer à la thèse d'Etat du Pr. DIABATE Moustapha intitulé : « le modèle du développement ivoirien » soutenue en 1972 à la Sorbonne, Paris (France).

II. Les raisons de l'échec du modèle ivoirien de développement

1. Les faiblesses du modèle ivoirien de développement

La faiblesse fondamentale de l'échec du modèle de développement est l'importance excessive donnée à l'économie par rapport aux autres dimensions du processus du développement. L'impact des ressources humaines a été non seulement faible mais aussi marqué par les effets pervers de la « relatocratie » (gouvernement des hommes par un système de relations privilégiées indépendamment de critères de capacités appropriées).

Or, dès 1974, dans le cadre des travaux de recherches du Pr. Moustapha DIABATÉ, inventeur de la science indicamétrique, sur le modèle ivoirien du développement, il a présenté les gagnants et les perdants de la croissance économique⁴ et il a insisté sur la nécessité de mener une lutte sans merci contre les disparités socio-économiques et régionales en procédant à un partage judicieux des atouts stratégiques de la croissance, et il a également attiré l'attention des autorités sur le fait que ce modèle était boiteux.

En effet en 1981, lorsque l'UNESCO a désigné le Pr. Moustapha DIABATE, pour présider son atelier sur les indicateurs socio-économiques, il a recommandé aux responsables de la planification ivoirienne ; la prise en compte de l'invisible dans l'élaboration du plan pluridécennal. Ce d'autant plus que planifier c'est s'efforcer de prévoir les évènements susceptibles de compromettre à partir des tendances lourdes visibles et invisibles, les prévisions à long terme (10 à 50 ans).

⁴ Cela fera l'objet d'analyse dans les pages qui suivent.

2. Conséquences de l'échec du modèle ivoirien de développement : les crises militaro-socio-politiques

La période de décembre 1999 à avril 2011 a été marquée par un coup d'Etat, une rébellion armée et une crise postélectorale aiguë. En effet, à la veille de la fête de Noël 1999, survient un coup d'Etat qui plonge le pays dans la crise la plus grave de son histoire avec pour point culminant le conflit armé de septembre 2002. Ces crises sont analysées dans les parties ci-dessous:

2.1. Le coup d'Etat de décembre 1999.

2.2. La crise militaire de septembre 2002

2.3. Crise postélectorale de décembre 2010 à avril 2011

3. De l'échec d'un modèle à la proposition d'un nouveau

Le modèle ivoirien de développement, dont cette étude va tenter une analyse de l'échec, a déjà suscité les commentaires et opinions de nombreux auteurs.⁵ Plutôt que d'en dresser l'inventaire, il nous paraît utile, de confronter la position du professeur Moustapha DIABATE, auteur d'une thèse de doctorat sur le modèle de développement ivoirien⁶, d'une part à celle de Samir Amin⁷, et d'autre

⁵ Parmi ces auteurs, citons :

1. R. ITEY ; la Côte d'Ivoire poursuit sa progression in la CROIX, 1^{er}, 2,3,4,5 Juillet 1965 ;
2. P. SIMONNOT, l'exemple et les vertiges de la Côte d'Ivoire, cf. Le Monde du 18 juillet 1973 ;
3. P. DECRAENE, le miracle économique, la Côte d'Ivoire sous, le signe de l'expansion, cf., Le Monde du 19 au 20 Aout 1964 ;

4.

⁶ Cf. Thèse de doctorat 1972, d'Etat, Sorbonne, Paris (France)

⁷ L'argumentation générale du professeur Samir Amin, sur les aspects théorique du développement de la Côte d'Ivoire seront exposés dans ce travail.

part à celle de Mohamed T. DIAWARA⁸. L'un et l'autre sont en effet, des analyses particulièrement dignes de considération.

Selon les différentes positions des auteurs ci-dessus énumérés, le modèle du développement ivoirien est engendré et entretenu de l'extérieur, sans que la structure socio-économique en place, permette un accès normal auto-entretenu, ce qui aura des implications dans les domaines ci-dessus:

- ✓ Le domaine politique
- ✓ Le domaine de l'économie et de la planification

Eu égard à ce qui précède, la Côte d'Ivoire, après son accession à l'indépendance en 1960, a développé une politique économique forte, faisant d'elle la locomotive de l'Afrique de l'Ouest durant les années 60-70. Ce boom économique a été le miracle ivoirien. Il a permis à la Côte d'Ivoire de faire de grandes réalisations socio-économiques. Mais à la faveur de la crise économique mondiale, la Côte d'Ivoire plonge dans un marasme économique sans précédent avec son corollaire d'endettement et de surendettement.

Le modèle de développement de la Côte d'Ivoire devient un échec suite aux nombreuses causes engendrées par celui-ci. Ne dit-on pas que celui qui veut aller loin ménage sa monture ? La Côte d'Ivoire aurait à gagner en corrigeant les erreurs qu'elle a commises dans le passé en menant une politique économique diversifiée et en intégrant les filiales de coopération sous-régionales et régionales.

⁸ Ministre ivoirine du plan dans les années 1970-1980.

Sans toutefois oublier d'élaborer un modèle de développement intégrant les capacités endogènes de ses fils. C'est dans cette optique que l'économie ivoirienne pourra retrouver sa place de locomotive de la sous-région. Et comme le dit si bien GASTON Bachelard dans la formation de l'esprit scientifique :

« La connaissance scientifique ne se fait pas ex-nihilo. Elle se fait toujours contre une connaissance antérieure, c'est-à-dire la destruction des connaissances mal faites, oui, le vrai n'est pas quelque chose de donné, mais il se construit sur fond d'erreurs ».

Par la découverte, l'analyse et la maîtrise de ce que Bachelard nomme « les obstacles épistémologiques. »

La Côte d'Ivoire doit repenser son développement par les rectifications des erreurs et fautes du passé afin de relever les enjeux et défis de l'émergence à l'horizon 2020.

Chapitre II:

Les enjeux et défis de l'émergence économique

L'émergence des pays Africains constitue le défi majeur, que les instances sous-régionales et continentales (UEMOA- CEDEO- CEMAC- UA) se sont assignées ces 10 dernières années pour l'horizon 2025. Tous les États membres se sont appropriés cet objectif, et se sont engagés dans la voie de l'émergence économique, que la Côte d'Ivoire projette à l'horizon 2020.

De ce fait, qu'entendent faire les autorités ivoiriennes pour que l'émergence économique à l'horizon 2020 soit une réalité ?

Dans cette optique, le leadership politique ivoirien actuel, doit pérenniser la croissance, en augmentant significativement le taux d'investissement productif, pour la soutenir et la renforcer (nous sommes passés de 10,7% du PIB en 2012 à 9,2% en 2013 et 9%. Pour maintenir la force de la dynamique, il faut atteindre 25% en 2017 et 30% en 2020). Sur la même période, il faudra également faire émerger 2 à 3 secteurs manufacturiers à croissance rapide et à forte incorporation de valeur ajoutée, pour soutenir l'amorce de la phase de pré-industrialisation.

Comment s'y prendre pour les faire émerger, et quels secteurs choisir à cet effet ? Comment se fera la réallocation des ressources humaines et financières vers ces secteurs émergents ? Comment préparer cette phase de transition (formation de qualité de pointe) ?

L'encadrement physique (infrastructures) institutionnel (organisation et efficacité de l'administration centrale), politique (environnement des affaires) est-il suffisant (performance et rendement de l'investissement) ?

Quelles sont les faiblesses et dysfonctionnements restants, à corriger et suivant quelle méthode ? Comment le Président Alassane Ouattara conçoit-il son modèle ? En quoi son modèle se distingue-t-il des autres (Botswana, Maurice, Afrique du Sud) ?

Ce modèle intègre-t-il toutes les problématiques du développement ? Si oui, quels sont les défis qui restent à relever (sécurité alimentaire, amélioration et multiplication des structures de recherche, création de technopoles, compression du budget de fonctionnement, notamment de la masse salariale, maîtrise et couverture des risques liés à l'impact budgétaire des réformes telles que la Santé et l'École pour tous, le Fond d'indemnisation des victimes de la crise, etc...). Comment résister aux chocs conjoncturels de l'environnement mondial ?

Que faire en face du tarissement inéluctable des dons de la part des partenaires au développement, et de la limitation des prêts concessionnels, pour maintenir la poursuite des investissements ?

Quelles couvertures donnons-nous aux garanties accordées aux engagements PPP « Partenariat Public Privé » (dotation à des fonds spéciaux de réserves internes), si non, existe-il des alternatives crédibles à son modèle ? Lesquelles ?

Telles sont selon nous, les défis et enjeux que la Côte d'Ivoire souhaite relever pour atteindre l'émergence à l'horizon 2020. Pour relever ces défis et enjeux, nous avons présenté dans ce chapitre, les points ci-dessous qui selon nous pourrons orienter les autorités ivoiriennes. Ce sont :

I. Problématique de l'émergence

1. Le concept d'émergence

- 1.1. Historique et évolution du concept
- 1.2. Présentation
- 1.3. Définition

2. L'Indicateur Synthétique de l'Emergence (ISEME)

2.1.1^{ère} méthode de calcul

2.2. Seconde méthode de calcul

2.3. Formule de calcul des sous-indicateurs de l'ISEME

2.4. Interprétation

L'objectif de l'ISEME est de mesurer les performances économiques de la Côte d'Ivoire en 2015 (minima) et 2020 (maxima) pour évaluer le niveau de l'émergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020.

3. Les facteurs de l'émergence

3.1. Les dix recommandations du président Alassane
OUATTARA.

4. Les résultats macro-économiques de la Côte d'Ivoire

4.1. Les scénarios du modèle macro-économique du PND

4.2. Le Contrat de Désendettement et de Développement

4.3. L'état des lieux du financement du développement

II. L'évaluation de l'action publique : facteur d'émergence

1. Présentation ;

2. Les critères de l'évaluation ;

3. Un processus amorcé ;

4. Rester dans la dynamique ;

5. Projet de création d'une Cellule Stratégique Inter-Ministérielle
de Suivi-Evaluation du PND ;

III. Perspectives

1. La pauvreté encore importante ;
2. Des investissements qui profitent aux multinationales ;
3. Un stock de dette déjà constitué ;
4. Risque de la spéculation sur la dette ivoirienne ;
5. Engagement des acteurs politiques ;
6. Agriculture : condition d'une industrialisation endogène ;
7. Commerce internationale : condition d'une émergence profitable ;
8. Système financier : condition d'une croissance durable et d'une inclusion sociale ;
9. Promotion de l'entrepreneuriat des jeunes : Repenser les politiques institutionnelles ;
10. Redynamiser l'administration publique ;
11. Recommandations.
 - 11.1. Au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances
 - 11.2. Au niveau du Ministère du Plan et du Développement
 - 11.3. Au niveau du Conseil Economique et Social
 - 11.4. Des mesures concrètes
 - 11.5. Perspectives indicamétriques.

Par rapport à ce qui précède, les autorités ivoirienne doivent amener certaines corrections pour la deuxième phase, c'est-à-dire le PND, 2015-2020, car le mandat, de la gouvernance 2015-2020, concerne la phase du décollage vers l'émergence, la phase de maturité du processus interviendra sous la gouvernance 2020-2025 et l'émergence en 2025-2030, sauf imprévu. Aussi, le mandat 2015-2020 correspond à la phase de décollage qui reste éminemment sensible, par son importance décisive pour la réussite du processus. Par analogie nous pourrions la comparer à la phase de décollage d'une fusée. Si cette dernière est ratée malgré tous les réglages visant à la propulser jusqu'à une certaine hauteur qui la sorte des lois de la pesanteur, cette dernière retombera fatalement, et si les réglages sont mauvais, elle exposera en vol, avant d'être placée en orbite. Tout l'enjeu de la prochaine décennie est là. Il s'agit d'un échelon où l'activité productive s'accroît, se diversifie, se densifie, s'étend spatialement, et où l'activité sectorielle monte en puissance, s'interconnecte, s'interpénètre, se mécanise, transforme d'avantage les produits bruts de base (plus de 50% du PIB), avec pour corollaire une réduction significative des importations pour que l'ensemble atteigne finalement un seuil critique d'irréversibilité, qui produit des changements significatif et qualitatifs qui mérite à la transformation structurelle massive et progressive de toute l'économie et de la société.

CHAPITRE III

UNE ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE RELUISANTE

La locomotive de l'Afrique de l'Ouest se porte bien. Plusieurs signaux en attestent. Zoom sur cette économie ivoirienne, dont le dynamisme rejaillit également sur l'ensemble de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

I. Contexte économique

1. Un environnement international de reprise économique

En dépit des conséquences de la crise financière et de l'émergence de nouveaux défis, notamment les conflits géopolitiques comme en Ukraine et l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest, l'année 2014 a vu l'économie mondiale enregistrer un rythme modéré et intégral, selon le rapport de l'ONU sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) en 2015⁹.

2. Un contexte socio-économique national favorable

Portée par le secteur primaire avec 24%, le secondaire à 28%, et le tertiaire à 48% de son PIB en 2013, l'économie ivoirienne affiche un taux de croissance parmi les plus élevés en Afrique : 9,8 % en 2012, 9% en 2013, et des perspectives de l'ordre de 8% et 10% pour 2014 et 2015. Et c'est toute l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) qui en profite.

⁹ Le Magazine L'Intelligent d'Abidjan- Hors Série N0 06-Avril 2015. pp.6

II. Ces chiffres qui ouvrent la voie de l'émergence

Depuis, l'impasse politique qu'a connue la Côte d'Ivoire au lendemain du deuxième tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010, le pays fonctionne à nouveau, aidé par la levée de sanctions économiques et l'aide financière du FMI (aide de 616 millions d'USD), et du Club de Paris (réduction de 78% du service de la dette ivoirienne). La reprise est notable, et se justifie par le tableau ci-dessous :

Tableau XXII : Indicateurs de croissance de 2011-2015

Indicateurs de croissance	2011	2012	2013	2014	2015 (e)
PIB (milliards USD)	24,06	27,67 ^e	32,06	33,96 ^e	38,17
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	-4,4	10,7	8,7	8,5	7,9
PIB par habitant (USD)	1.061	1.184	1 ^e	1.370 ^e	1.495
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	93,3 ^e	44,8	39,9 ^e	36,5	34,3
Taux d'inflation (%)	4,4	1,3 ^e	2,6	0,6	2,6
Balance des transactions courantes (milliards USD)	2,67	-0,07	-0,67	-1,02 ^e	-1,20
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	11,1 ^e	-0,2	-2,1	-3,0 ^e	-3,1

Source : FMI - World Economic Outlook Database - dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

1. Les principaux secteurs économiques

L'analyse des différents secteurs d'activités, nous a donné la répartition de l'activité économique ci-dessous.

Tableau XXIII : Répartition de l'activité économique par secteur

	Agriculture	Industrie	Services
Valeur ajoutée (en % du PIB)	22,3	22,3	55,5
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	6,8	8,4	9,4

Source : Banque Mondiale - dernières données disponibles.

III. Un leadership qui s'affirme

Avec plus de 40% du PIB de l'UEMOA¹⁰, la Côte d'Ivoire demeure la plus grande économie de l'Union. En ce qui concerne la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), elle reste la deuxième puissance après le Nigeria. Mais pouvait-il en être autrement au vu des nombreuses réformes entreprises par le gouvernement pour améliorer l'environnement des affaires ?

IV. Les conditions de la croissance

Le Gouvernement ivoirien a élaboré, sur une base participative, le Plan National de Développement 2012-2015 (PND) qui bénéficie de l'appui des partenaires au développement de la Côte d'Ivoire.

Son objectif est de poser dès 2015 les fondements d'une croissance forte et inclusive permettant à la Côte d'Ivoire d'accéder au stade d'un pays émergent à l'horizon 2020.

L'enjeu du PND est de créer les conditions nécessaires à une paix et une stabilité durables, d'orchestrer la transformation structurelle de l'économie à long terme et de redonner à la Côte d'Ivoire son rôle de leadership régional.

¹⁰ Côte d'Ivoire Economie-mag pp.6. Janvier 2015 No 02

La mise en œuvre du PND devrait permettre la restauration/construction des infrastructures en privilégiant une approche sous forme de Partenariat Public Privé et plus généralement le développement du secteur privé qui est appelé à financer 54% du coût total de la stratégie.

Cependant, même si le PND offre au pays une réelle opportunité d'un développement accéléré et plus largement partagé, il n'en demeure pas moins que sa mise en œuvre doit faire face à un certain nombre de défis parmi lesquels figurent :

- (i) le maintien de la paix et de la stabilité socio-politique qui passe par la consolidation de la situation sécuritaire, principale source de fragilité ;**
- (ii) le renforcement de la cohésion sociale et la poursuite des efforts de réconciliation pour le rétablissement de la confiance entre les communautés ;**
- (iii) l'amélioration de la gouvernance au niveau institutionnel, au niveau du climat des affaires et de la gestion des finances publiques ;**
- (iv) l'amélioration de la qualité des infrastructures économiques et des ressources humaines pour répondre aux besoins d'une économie moderne.**

Si, ces différents défis sont relevés, la Côte d'Ivoire réalisera un nouveau miracle économique.

V. Vers un nouveau miracle ivoirien ?

« *Vers un deuxième miracle ivoirien ?* ». Cette affirmation, qui date de janvier 2013, est de la directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI), Christine Lagarde. Venant d'une personnalité aussi avisée, il s'agit d'une prémonition qui ne relève pas du rêve béat. La patronne du FMI se base en effet, sur les performances de l'économie ivoirienne.

Et les derniers chiffres publiés par son institution, tendent à lui donner raison. Avec un taux de croissance de 9,8% en 2012, la Côte d'Ivoire fait exploser les chiffres des performances économiques en Afrique. Elle réussit un exploit que des pays stables peinent à réaliser. Car le mérite des dirigeants ivoiriens et particulièrement d'Alassane Ouattara, c'est d'avoir réussi à relancer l'économie ivoirienne, deux ans seulement, après une décennie de crise qui a connu son épilogue par une guerre civile destructrice et meurtrière. Cette performance est le résultat d'un travail acharné, qui a amené le pouvoir à revoir de fond en comble, la conception que l'on doit avoir de la gouvernance économique. Résultat des courses, le pays est désormais tellement attractif, que tout le monde s'y bouscule. L'espoir est donc permis de voir la Côte d'Ivoire connaître un nouveau boom économique, après celui des décennies 1960-1980, sous la houlette de Félix Houphouët-Boigny.

Comment se présentent les réalisations socio-économiques de ce nouveau miracle ivoirien ?

2. Des résultats macro-économiques satisfaisants

Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est en moyenne de 9,6% sur les trois dernières années et devrait atteindre 10% à la fin 2015.

Graphique XXIV : Taux de croissance du PIB

Année	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance	10,7	9,2	9	10

Cette réalisation est conforme aux objectifs du PND sur la période et s'explique par les réformes engagées par le Gouvernement dans les secteurs clés de l'économie. La contribution à la croissance du PIB est tirée par le secteur des services avec 3,4%. Le tableau ci-dessous présente la répartition du PIB par secteur d'activité de 2002-2014.

Tableau XXV : Répartition du PIB

<i>Répartition en % du PIB</i>	2012	2013	2014
<i>Secteur primaire</i>	22,5	22,1	20,9
<i>Secteur secondaire</i>	22,3	22,3	21,8
<i>Secteur tertiaire</i>	33,8	34,1	35,4
<i>Secteur non marchand</i>	10,6	10,0	10,1
<i>Droit et taxes</i>	10,7	11,6	11,7
<i>Total</i>	100	100	100

Source : MPMEF

Bien que la contribution du secteur primaire passe de 22,1% en 2013 à 20,9% en 2014, il enregistre un taux de croissance de 4% en 2014, attribuable notamment à l'agriculture vivrière et à l'agriculture d'exportation.

Les bons résultats de l'agriculture vivrière seraient liés à la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) et surtout à la poursuite de la politique rizicole dont la gestion est assurée par l'Office National de Développement du Riz (ONDR).

3. La Création de richesses nationales est accrues

Le secteur agricole constitue le moteur de la croissance économique en Côte d'Ivoire.

Les secteurs agricoles et agroindustriels occupent deux tiers de la population active, contribuant pour 25% au Produit Intérieur Brut (PIB) et pour 40% aux recettes d'exportation. Cette croissance est en grande partie tirée par les cultures d'exportations (café, cacao, coton, hévéa, etc...).

Le tableau ci-dessous présente la liste des principaux produits agricoles, ainsi que leur production de 2012-2014.

	2012	2013	2014	Variation 2013/2014
Café	121.4	103.7	107.0	3.2°
Cacao	1 499.1	1 671.1	1 650.0	-1.3°
Bananes	377.1	394.1	413.8	5.0°
Ananas	84.2	67.5	80.0	18.5°
coton graine	228.4	357.7	417.0	16.6°
Huiles de palme	417.8	392.3	411.9	5.0°
Sucre	193.3	179.0	187.1	4.5°
Caoutchouc	254.7	290.0	322.0	11.0°
Anacarde,	450.0	487.8	550.0	12.8°

3. Les populations vivent en harmonie dans une société sécurisée dans laquelle la bonne gouvernance est assurée

En matière de réconciliation nationale, la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) qui a auditionné 64 000 personnes, a achevé sa mission et remis son rapport au Gouvernement en décembre 2014. D'ailleurs, le Gouvernement dans le budget 2015 a prévu 10 milliards FCFA au titre d'indemnisation des victimes de la crise post-électorale.

Pour consolider la paix, le Gouvernement a initié au cours de l'année 2014, de nombreuses rencontres avec l'opposition en vue de renforcer le dialogue politique. Cela a permis le retour d'exil ainsi que le dégel des avoirs de certains cadres du Front Populaire Ivoirien (FPI). En outre, l'opposition et la société civile siègent à la Commission Electorale Indépendante (CEI).

Dans le cadre de la réinsertion et de la réintégration des ex-combattants, le bilan au 31 décembre 2014 indique que 46 000 ex-combattants ont été désarmés. En 2013, sur 30 000 ex-combattants ciblés, 27 116 avaient pu entamer ou achever le processus de réintégration socio-économique, soit un taux de réalisation de 90%.

Au titre de la sécurité intérieure, les dirigeants ivoiriens ne perdent de vue que leurs ambitions émergentes, devront nécessairement reposer sur une bonne politique en matière de sécurité. Beaucoup d'investissements sont d'ailleurs faits à ce niveau pour rendre davantage la destination ivoirienne fréquentable.

Créé au lendemain de la grave crise post-électorale de 2010, le Centre de Coopération des Décisions Opérationnelles (CCDO), une unité de lutte contre le banditisme et la délinquance juvénile, redonne au fil des années à la Côte d'Ivoire, une image d'un pays où il fait bon vivre.

Cette présence rassurante du CCDO et les investissements dans le matériel de mobilité des agents des forces de l'ordre, ont permis à 1,18 point¹¹.

Dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des Unités de Maintien de l'Ordre (CRS, BAE), une étude diagnostique des services déconcentrés et la Police Nationale a acquis son premier hélicoptère.

Il faut poursuivre ses efforts pour faire de la Côte d'Ivoire un oasis de définitif de paix et de tranquillité.

¹¹ Magazine Le Diplomate N0 002-Novembre 2014. Pp.29

Le retour de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan au cours de l'année montre que la sécurité est de mise en Côte d'Ivoire.

3.1. Le pont Henri Konan Bédié livré en 27 mois

Dans le domaine des infrastructures routières, on note la réalisation de l'échangeur de la Riviera II et surtout du Pont Henri Konan Bédié ainsi que l'échangeur VGE. Les travaux du Pont ont duré 27 mois et ont été livrés en décembre 2014.

Les images de la page suivante montrent l'importance de ses infrastructures.

REGARD



Echangeur de Marcoray



Echangeur Riviera 2

D'autres chantiers comme le pont de Bouaflé et de celui de Jacquville sont quasiment achevés à fin 2014 ainsi que la réfection des 86 km du tronçon d'autoroute Gesco-Singrobo et l'achèvement du bitumage de 166,4 km du tronçon Singrobo-Yamoussoukro (100%) et des 92,5 km du tronçon Boundiali-Bolon.

3.2. Les populations, en particulier les femmes, les enfants et autres groupes vulnérables, ont accès aux services sociaux de qualité.

Au niveau des secteurs sociaux, beaucoup d'efforts ont été consentis par le Gouvernement. Le tableau ci-dessous présente les taux de quelques secteurs sociaux 2012-2014.

Tableau XXVII : Indicateurs des secteurs sociaux

INDICATEUR	VALEUR DE RÉFÉRENCE	VALEUR RÉALISÉE		VALEUR CIBLE	
		2012	2013	2013	2015
Taux Brut d'admission au CP1	73,4%	87,8%	88,7%	92%	96,2%
Taux brut de scolarisation dans le primaire	76,2%	89,3%	91,2%	85%	95%
Taux net de scolarisation dans le primaire	56,1%	72,6	72,9%	60%	70%
Taux d'achèvement du primaire	48,5%	59,1%	58,2%	53%	54%
Indice de parité entre sexes dans le primaire	0,84%	0,87%	0,9%	0,91%	1%
Indice de parité entre sexes dans le secondaire 1er cycle	0,75%	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%

Concernant l'éducation, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) dans le primaire s'est établi à 91,2% contre 89,3% en 2013. De même, le Taux Net de Scolarisation (TNS) dans le primaire a connu une amélioration en passant de 72,6% en 2012 à 72,9% en 2013.

3.3. Les populations vivent dans un environnement sain et un cadre de vie adéquat

Le projet d'alimentation de la ville d'Abidjan en eau potable à partir de la ville de Bonoua a été livré le 15 février 2015. Ce projet est censé mettre fin au problème de coupure d'eau en Abidjan. Déjà, les différentes interventions ont permis la construction de 480 points d'eau et de 6 HVA (hydraulique Villageoise Améliorée), l'entretien et la maintenance de 8000 Pompes à Motricité Humaine (PMH), la réhabilitation de 9HVA et la réalisation de 12 forages pour la ville d'Abidjan.

1.4. Des retombées toujours attendues au quotidien

La forte croissance que connaît le pays ne se ressent pas encore sur le quotidien des Ivoiriens. *« Le niveau de pauvreté en Côte d'Ivoire est inquiétant alors que le pays dispose de fortes potentialités. La croissance n'a pas été assez créatrice d'emplois ».*

S'est alarmé le chef des opérations de la Banque mondiale (BM) en Côte d'Ivoire, Ousmane Diagana lors d'un point de presse le 10 novembre 2014 à Abidjan¹².

Face à ses difficultés, l'État de la Côte d'Ivoire, a mis sur pied une nouvelle politique industrielle et minière en vue de pallier, les problèmes de développement du tissu industriel ivoirien afin de créer des emplois. Comment se présente cette politique industrielle ?

¹² La tribune de l'économie- N0 293-pp.7

1.5. Bilan diagnostique de l'industrie ivoirienne

La Côte d'Ivoire a affiché dès le début de son indépendance en 1960, la volonté d'industrialiser son économie. Pour ce faire, elle a adopté différentes politiques industrielles, dont l'objectif est de parvenir à transformer localement une bonne partie des matières premières agricoles et minières. Celles-ci ont permis à la Côte d'Ivoire d'avoir un tissu industriel relativement important par rapport aux autres pays de la sous région.

4. La transition démographique

Elle est fondée sur l'idée que le développement économique conduit de manière universelle à une transformation de la dynamique des populations, allant dans le sens d'un régime, démographique à mortalité basse et à fécondité faible¹³.

5. Des reformes structurelles sont nécessaires

Le pays doit gérer son changement structurel, sa diversification économique et sa transition démographique, sous la contrainte du changement climatique et dans le contexte de la mondialisation qui, certes, offre des opportunités multiples, mais aussi apporte les contraintes de la concurrence internationale. Pour répondre à ces défis, le pays devra innover car il n'y aura pas de reproduction à l'identique des transitions passées.

¹³ Cet aspect a été analysé dans la partie traitant des perspectives.

CONCLUSION

L'analyse des activités économiques et financières de la première phase du PND (2012-2015) nous donne une visibilité claire quant à l'excellence santé de l'économie ivoirienne. Cette dynamique de croissance soutenue depuis quelques années, prouve que la Côte d'Ivoire est véritablement sur la voie de l'émergence à l'horizon 2020.

Ces résultats encourageants sont le fruit des efforts du Gouvernement et des partenaires au développement en matière de renforcement de la bonne gouvernance. La vigueur de la dynamique de cette bonne gouvernance permet de croire raisonnablement qu'elle sera durable et soutenue, sauf aléas socio-politiques, pouvant la contrarier voire contredire cette perspective positive. La prise en compte de cette donnée, indiquera le degré de maturité et de responsabilité de l'ensemble de la classe politique Ivoirienne. C'est le premier palier de l'émergence: croissance forte, stable, et durable.